

Groupe d'information sur l'après-mine (GIAM) dans le bassin houiller

Réunion du 10 septembre 2010

Réparation des dommages miniers



Recourir aux énergies renouvelables
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et énergie

Présent
pour
l'avenir

SOMMAIRE

1. Le contexte

2. Le dispositif actuel

3. Statistiques

1 - Le contexte

- Code Minier, article 75-1 :
 - *L'exploitant est responsable des dommages causés par son activité.*
 - *En cas de disparition ou de défaillance du responsable, l'Etat est garant de la réparation des dommages.*
- Décret n°2007-1806 du 21 décembre 2007 :
 - Dissolution et mise en liquidation de Charbonnages de France
 - **L'Etat est garant de la réparation des dommages**
 - Le liquidateur reste en charge du traitement des litiges et contentieux en cours et à venir

2. Le dispositif actuel

2 procédures distinctes

- « **normale** » : un guichet unique qui est aujourd'hui la DREAL Lorraine
- « **urgence** » : appel sur un numéro vert et intervention technique rapide

➤ *Le FGAO peut toujours intervenir en préfinancement des indemnisations pour les dommages ou aggravations de dommages apparus après le 1^{er} septembre 1998*

2. Le dispositif actuel

Moyens humains :

- *Jusqu'au 31 décembre 2009, le Bureau Après-Mine de la Préfecture de la Moselle*
- DPSM : 1 expert pour le traitement des dégâts miniers français
- DREAL : 1 agent

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

Guichet unique : DREAL Lorraine

- Les demandes sont transmises à la DREAL par courrier ou messagerie électronique
- **Accusé de réception** par la DREAL
- Transmission de la demande au Département Prévention et Sécurité Minière (DPSM) du BRGM **pour prise de rendez-vous et visite d'expertise** sur site
- **Demande de documents complémentaires** nécessaires au traitement administratif de la demande (*)

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

(*) documents complémentaires :

Les pièces demandées permettent un gain de temps dans le traitement de la demande pendant l'instruction technique.

Les éléments demandés doivent permettre de répondre aux principes suivants :

- le demandeur doit être propriétaire du bien,
- coordonnées bancaire pour l'indemnisation (RIB)
- un même dommage peut faire l'objet de plusieurs démarches parallèles, mais les indemnisations ne sont pas cumulables ; le demandeur doit informer des diverses démarches engagées et s'engager à reverser à l'Etat toute indemnité perçue par ailleurs pour le même dommage

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

- Le DPSM instruit la demande à partir des éléments des archives de Charbonnages de France + visite d'expertise technique
- Le DPSM transmet à la DREAL le rapport d'expertise proposant les suites à la demande
 - ✓ Origine minière non reconnue = affaire classée sans suite
 - ✓ Clause valide d'exonération minière = affaire classée sans suite
 - ✓ Prescription décennale jusqu'au 18 juin 2008, et quinquennale depuis = affaire classée sans suite (pas d'évènement minier, ni mouvement depuis au moins 10 ans, pas d'interruption du délai de prescription)

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

Origine minière reconnue :

- ✓ Le DPSM propose les suites à donner
 - sondage de reconnaissance
 - travaux en urgence
 - indemnisation
 - ...

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

Origine minière reconnue :

- ✓ La DREAL donne son accord sur les propositions qui peuvent être de 4 natures différentes :
 - a. Réparation et travaux intégralement réalisés par le DPSM
 - b. Indemnisation pécuniaire pour le financement des travaux de réparation exécutés sous la responsabilité du demandeur
 - c. Indemnisation de pente
 - d. Indemnisation totale

2. Le dispositif actuel procédure « normale »

- Pour les cas *b*, *c* et *d*, la DREAL établit une convention entre l'Etat et le demandeur portant sur l'indemnisation proposée
- Dès signature de la convention par les 2 parties, la convention est notifiée au demandeur et la demande de paiement est transmise par la DREAL au ministère en charge de l'après-mine.

2. Le dispositif actuel procédure « urgence »

**Intervention en urgence : numéro vert
0800 10 59 09**

- Pour les cas urgents, un numéro vert est mis en service, avec une intervention technique rapide du DPSM
- Le caractère urgent de la demande est défini en fonction de la nature du dégât déclaré : risques pour la sécurité publique (affaissement, cavité...), risques de pollution (rupture de canalisation...)
- Les suites apportées aux demandes respectent les mêmes circuits vus précédemment

2. Le dispositif actuel

Cas particuliers

- La DREAL n'intervient pas pour les dégâts miniers en Allemagne
- La DREAL n'intervient pas pour les demandes en contentieux, à la charge du liquidateur de Charbonnages de France

3. Statistiques

**Demandes traitées par la DREAL (ex-DRIRE)
depuis le 1^{er} janvier 2008 (au 31/07/2010)**

206 dossiers traités dont

- * 52 « en cours » Charbonnages de France
- * 58 demandes enregistrées en 2008
- * 65 demandes enregistrées en 2009
- * 31 demandes enregistrées en 2010...

3. Statistiques

Localisation des demandes

47 dossiers : Rosbruck (23%)
46 dossiers : Freyming-Merlebach (22%)
41 dossiers : Cocheren (20%)
30 dossiers : Forbach (14,5%)
8 dossiers : Morsbach et Ham-sous-Varsberg
26 dossiers : 14 autres communes



3. Statistiques

Nature des suites données

Origine minière reconnue : 98

dont Indemnisation : 35

dont Travaux : 63

Prescription et origine non minière : 89

dont prescription : 18

dont « non minier » : 71

En cours d'instruction : 19



3. Statistiques

Bilan financier

Montants des travaux déjà payés : 223 648,42 €

Montant des indemnisations versées : 108 572,00 €

« En cours » : des indemnisations et travaux ont été proposés dans les rapports du DPSM. Des conventions sont en cours de négociation, des travaux sont prévus ou déjà réalisés mais non payés par l'Etat

= 25 dossiers, pour une estimation de 118 568,00 €

Merci de votre attention

